Décision n° 2020-0128
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
en date du 27 janvier 2020
modifiant la décision n° 2015-0766 en date du 23 juin 2015 modifiée attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences alloties dans la bande 68-87,5 MHz,
à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire
pour un réseau mobile indépendant
établi dans les départements de l'Allier (03), de l'Ardèche (07), du Cantal (15), du Cher (18), de la Creuse (23), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre (36), de l'Indre-et-Loire (37), du Loir-et-Cher (41), de la Loire (42), de la Haute-Loire (43), du Loiret (45), de la Lozère (48), de la Nièvre (58), du Puy-de Dôme (63), du Rhône (69), de la Saône-et-Loire (71) et de l'Yonne (89)

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 05-0208 de l'Autorité de régulation des télécommunications du 15 mars 2005 portant adoption des lignes directrices relatives à la définition de «groupe fermé d'utilisateurs GFU» dans le nouveau cadre réglementaire ;

Vu la décision n° 2015-0766 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 23 Juin 2015 modifiée attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences alloties à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire pour un réseau radioélectrique indépendant établi dans les départements de l'Allier (03), de l'Ardèche (07), du Cantal (15), du Cher (18), de la Creuse (23), de la Loire (42), de la Haute-Loire (43), de la Lozère (48), de la Nièvre (58), du Puy-de Dôme (63), du Rhône (69) et de la Saône-et-Loire (71) ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 26 septembre 2018 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande en date du 18 décembre 2019 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire, reçue le 18 décembre 2019 ;

Décide :

Article 1. Dans le cadre de la décision n° 2015-0766 modifiée, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire est autorisée à modifier son réseau mobile indépendant par le remplacement de 2 canaux simplex allotis, de 12,5 kHz de large, dans la bande 68-87,5 MHz, dans les départements de l'Allier (03), de l'Ardèche (07), du Cantal (15), du Cher (18), de la Creuse (23), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre (36), de l'Indre-et-Loire (37), du Loir-et-Cher (41), de la Loire (42), de la Haute-Loire (43) du Loiret (45) de la Lozère (48), de la Nièvre (58), du Puy-de-Dôme (63), du Rhône (69), de la Saône-et-Loire (71) et de l'Yonne (89), selon les conditions d'utilisation précisées par la présente décision et son annexe qui annule et remplace l'annexe de la décision susmentionnée.

Article 2. La présente décision ne modifie pas la date de fin de l'autorisation d'utilisation de fréquences fixée au 31 décembre 2020 par la décision initiale.

Article 3. Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés au titulaire les conditions de son renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.

Article 4. La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5. Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujetti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 6. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire.

Fait à Paris, le 27 janvier 2020,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences